

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Bifoun-Ndjolé : l'urgence d'une réhabilitation

G.R.M
Libreville/Gabon

EN fin d'année 2020, la forte dégradation d'une partie du tronçon routier Bifoun-Ndjolé avait suscité l'indignation des usagers. En urgence, le gouvernement répondait par des travaux de remise en état pour améliorer le niveau de circulation dans la zone en question.

Mais l'urgence de la réhabilitation de cette route longue de 54 km est davantage d'actualité. C'est pourquoi le ministre des Travaux publics, Léon Armel Bounda Balonzi, s'est rendu à cette évidence, jeudi dernier, à l'entame de sa mission d'inspection du réseau routier na-

tional.

Livrée en décembre 1996, cette voie de communication avait été construite pour durer 15 ans. Elle en a 25 aujourd'hui. Du fait du poids des années et de l'importance du trafic, elle est techniquement déclarée morte. Les techniciens en la matière soutiennent que "les opérations ponctuelles de traitement des nids-de-poule ne peuvent pas sauver cette route". D'où, a concédé le membre du gouvernement, la nécessité d'un renforcement par la pose d'une nouvelle couche d'enrobé. Car, ont renchéri les techniciens de son département ministériel, "si rien n'est fait effectivement dans ce sens, la route Bifoun-Ndjolé pourrait être inexploitable à terme".



Photo: J.F. Marola / L'Union

La route Bifoun-Ndjolé a besoin d'être renforcée.

Une alerte qui rappelle l'importance de cet axe sur les plans économique et social. Au niveau national, il relie Libreville à quatre provinces (Moyen-Ogooué, Ogooué-Lolo, Haut-Ogooué et Woleu-Ntem). Elle

est aussi, à l'échelle de la sous-région d'Afrique centrale, le principal passage de marchandises et de personnes entre la capitale gabonaise et la Guinée-Équatoriale, le Cameroun et le Tchad.

Il y a donc lieu pour le gouvernement de prendre la pleine mesure de l'équation posée par cette voie, où la multiplication des glissements de terrain et des crevasses menacent d'interrompre le trafic.

Développement durable: la CEA dynamise les statistiques africaines



Les statistiques un outil d'aide à la décision.

Jean MADOUA
Libreville/ Gabon

L'ORGANISATION des Nations unies vient de lancer le premier portail régional des données statistiques de tous les pays d'Afrique, avec des preuves sur le développement durable et les indicateurs socio-économiques clés pour le continent.

LA première base de données numérique en ligne à servir de référentiel, et à guichet unique, qui capture des données et des preuves de haute qualité sur le Programme 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD) de tous les pays africains est enfin disponible.

" C'est aussi le premier du genre à rehausser le profil des progrès statistiques vers la vision de l'Union africaine-Agenda 2063 ", estiment les initiateurs du projet.

La nouvelle passerelle de données examine les 17 Objectifs de développement durable et les décompose en 169 cibles et 231 indicateurs, permettant à chacun de suivre les progrès au niveau granulaire. Il est ouvert à tous les utilisateurs, y compris les décideurs, les planificateurs, les gestionnaires de programmes, les partenaires au développement, les organisations du secteur privé, les groupes de la société civile, les ins-

titutions universitaires, les médias et bien d'autres. " Cette plateforme va permettre de mesurer et évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable en Afrique ". Selon les statisticiens de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), parmi les 169 objectifs fixés dans les ODD, seulement 30 % d'entre eux sont quantifiables. Pour le reste des cibles non quantifiables, la plateforme en ligne propose des valeurs cibles en utilisant une approche pragmatique et ambitieuse. Il identifie les pays en suspens de la région et définit leur taux de variation moyen comme taux cible de la région.

La CEA basée à Addis Abeba, précise que "l'Afrique est un continent avec un grand potentiel et des aspirations claires telles qu'articulées dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine. La transformation nécessite des données de qualité, opportunes et désagrégées pour guider les investissements ciblés et garantir les rendements souhaités dans le développement de son capital humain, la viabilité environnementale, la transformation économique et la prospérité pour tous ".

Travaux routiers: des axes stratégiques à renforcer



Photo: DR

Le ministre des Travaux publics, Léon Armel Bounda Balonzi.

GMNN
Libreville/Gabon

CERTAINES localités du pays présentent de vastes réseaux de pistes en terre à réhabiliter. Leur entretien permettrait la facilitation de la circulation entre Libreville et les provinces pour le développement des activités économiques.

Dans ce cadre, la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, a instruit le ministre en charge des Travaux publics de procéder à une vaste étude de faisabilité pour la réhabilitation du réseau routier conformément à la vision et à la politique du chef de

l'État en termes d'infrastructures. Ainsi la tutelle s'est-elle rapprochée de certaines PME gabonaises pour la réhabilitation de nombreux axes. Actuellement en visite du réseau routier dans le Moyen-Ogooué, l'Ogooué-Lolo, le Haut-Ogooué et Ogooué-Ivindo, le ministre Léon Armel Bounda Balonzi devrait en profiter pour constater l'état d'avancement des travaux en cours. Il rencontrera les entreprises en activité sur son itinéraire, dont MN-Industries, une PME installée dans le Haut-Ogooué et dont l'offre concernant la réhabilitation des axes Franceville-Andjogo-Pont Lekoni, et Franceville-Boumango-Pont Letili a déjà été transmise à l'administration.